

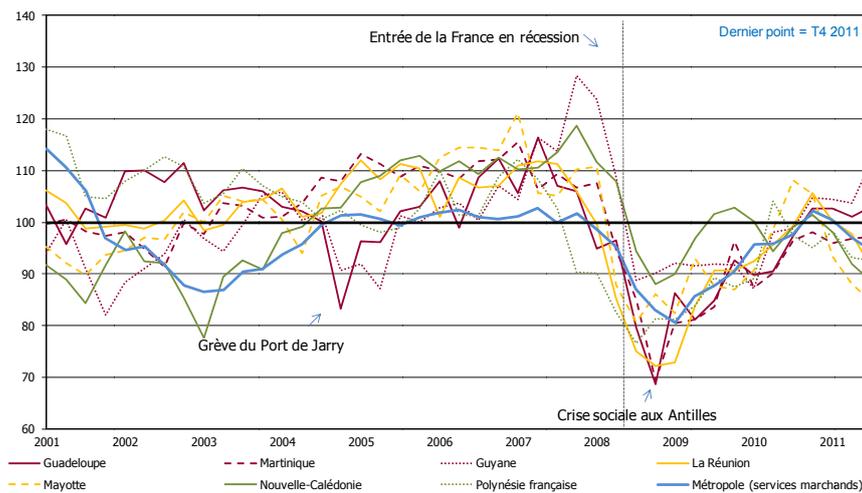
Conjoncture Outre-mer 4^e trimestre 2011

UNE ACTIVITÉ TOUJOURS TIMIDE

L'activité dans l'ensemble de l'Outre-mer français reste hésitante pour le troisième trimestre consécutif à l'instar des principales économies avancées (cf. *infra*). Cette morosité est principalement liée à une baisse de l'investissement des entreprises et à un marché du travail toujours dégradé, alors que la consommation des ménages semble retrouver un certain dynamisme. L'indicateur du climat des affaires (ICA) est maintenant inférieur à sa moyenne de longue période, signe d'une activité dégradée, dans tous les DCOM, à l'exception de la Guyane et, dans une moindre mesure, de la Guadeloupe.

Dans ce contexte difficile, l'attentisme est de rigueur. Seule la Guyane pourrait connaître une progression de son activité, alors que les autres géographies enregistreraient au mieux un maintien.

Indicateur du climat des affaires
(100 = Moyenne de longue période)



Sources : IEDOM, IEOM, Banque de France

La reprise mondiale marque le pas

La croissance économique mondiale est plus modérée en fin d'année 2011 ; elle reste solide dans les économies émergentes mais ralentit en raison de la baisse de la demande interne et externe. Les perspectives de croissance mondiale sont atones. La hausse des prix reste contenue dans les pays développés et les tensions inflationnistes s'atténuent un peu dans les économies émergentes.

Aux États-Unis, la croissance économique accélère au dernier trimestre (+0,7 % par rapport au troisième trimestre 2011, après +0,5 %). En raison de cette expansion modérée de l'économie et d'une poursuite de l'amélioration du marché du travail, le FOMC (Comité fédéral de l'open market) a décidé, le 25 janvier 2012, de maintenir la fourchette de son taux objectif des fonds fédéraux entre 0,0 % et 0,25 %, en indiquant qu'il prévoyait le maintien de taux très bas au moins jusqu'à fin 2014.

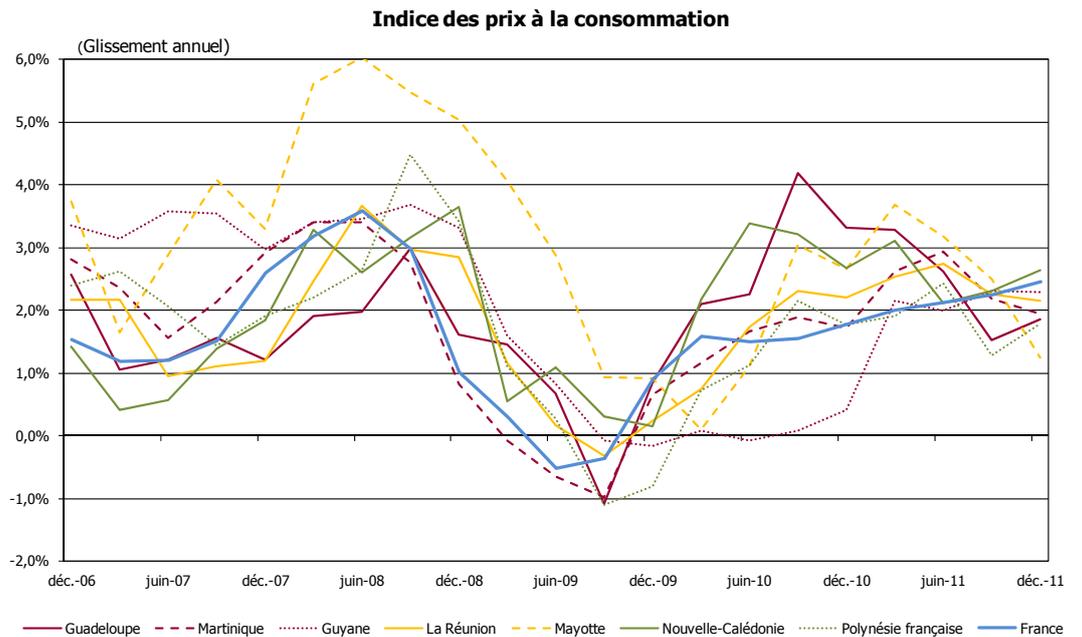
En Europe, le PIB se contracte de 0,3 % par rapport au trimestre précédent tant pour la zone euro que pour l'UE27. Sur l'ensemble de l'année, le PIB augmente respectivement de 1,5 % et 1,6 %. La hausse des prix (IPCH) dans la zone euro est revenue à 2,7 % en décembre après 3 % en novembre. La BCE a décidé de maintenir ses taux directeurs inchangés, estimant que les tensions sous-jacentes sur les prix devraient rester limitées même si la hausse demeure supérieure à 2 % pendant encore quelques mois.

En France, le PIB progresse de 0,2 % au quatrième trimestre après +0,3 % au trimestre précédent. En moyenne annuelle, la croissance est de 1,7 % en 2011, après +1,4 % en 2010. La consommation des ménages baisse légèrement en fin d'année, alors que l'investissement accélère. La contribution extérieure est positive, sous l'effet de l'augmentation des exportations conjuguée à la baisse des importations.

UNE HAUSSE DES PRIX CONTENUE

La hausse des prix reste modérée dans l'outre-mer français, avec un glissement annuel qui, pour l'ensemble des DCOM considérés globalement, s'établissait à fin décembre à 2,1 %. Le mouvement de décélération amorcé depuis deux trimestres se poursuit pour les DOM (2,0 % après 2,1 % fin septembre) alors qu'on observe une légère accélération dans les collectivités du Pacifique (2,1 % fin décembre après 1,8 % fin septembre). Cette modération est principalement due à la stabilisation des prix des produits manufacturés qui compense la hausse des prix de l'énergie.

Mayotte se distingue avec un ralentissement sensible des prix (-0,9 % sur le trimestre, +1,2 % en glissement annuel), partiellement en lien avec l'accord de sortie de crise (baisse des prix de 11 produits) signé entre les grands distributeurs et l'intersyndicale.



UN MARCHÉ DU TRAVAIL TOUJOURS DÉGRADÉ

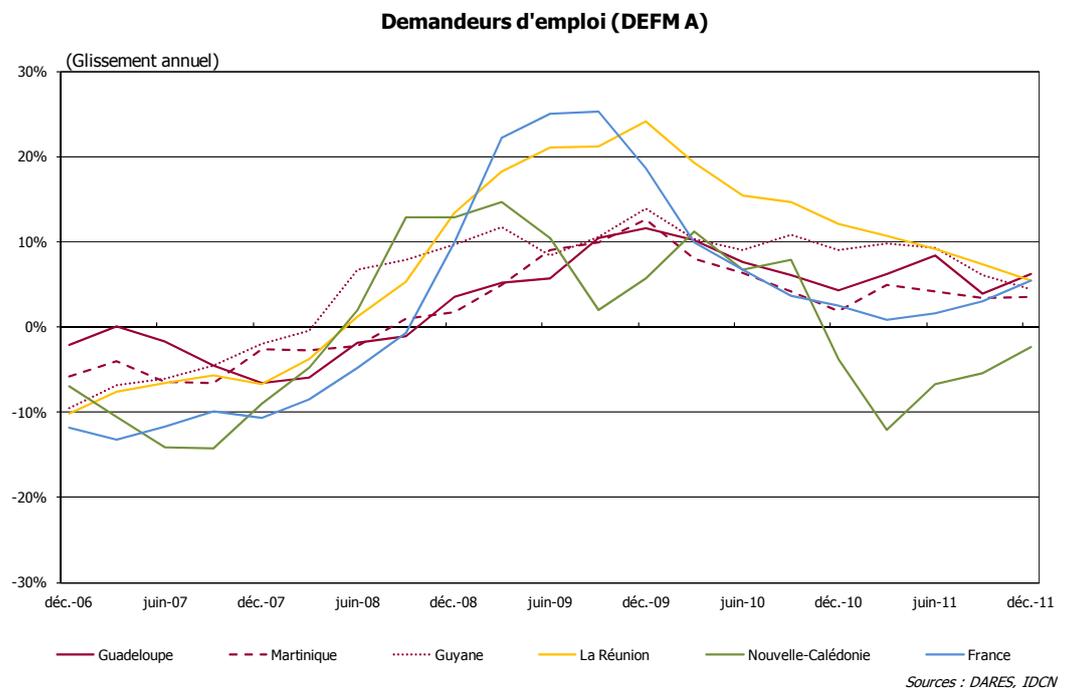
La détérioration du marché du travail continue dans la plupart des géographies d'outre-mer.

Dans les DOM, la hausse du nombre de demandeurs d'emploi se poursuit au même rythme qu'au trimestre précédent (+1,3 % en glissement trimestriel).

L'ensemble des départements enregistrent une augmentation du nombre de demandeurs d'emploi sur le trimestre : +1,7 % pour la Martinique, +1,5 % pour la Guyane et La Réunion et +0,6 % pour la Guadeloupe. A Mayotte, la hausse atteint 13 % en raison de la crise sociale.

Dans les COM du Pacifique, la situation est plus contrastée. En Polynésie française, la situation du marché de l'emploi poursuit sa lente dégradation. En

Nouvelle-Calédonie, la situation de l'emploi reste favorable mais le marché du travail commence à pâtir de la fin de période de recrutement pour les grands projets et d'un climat des affaires morose : le nombre de demandeurs d'emploi baisse par rapport au trimestre précédent mais le nombre d'offres d'emplois collectées est également en repli.



LA CONJONCTURE PAR GÉOGRAPHIE

Guadeloupe : résistance de l'activité

L'indicateur du climat des affaires évolue peu au quatrième trimestre et se maintient, comme tout au long de l'année 2011, légèrement au-dessus de sa moyenne de longue période. Cette résistance s'explique principalement par l'amélioration en fin d'année de l'activité et de la trésorerie des entreprises.

La consommation des ménages est plus dynamique mais ne retrouve pas ses niveaux du premier semestre 2011. Dans un environnement économique peu lisible, l'investissement des entreprises demeure en retrait.

Au niveau sectoriel, les évolutions sont hétérogènes. Alors que les entreprises du secteur du tourisme et du commerce bénéficient du redressement de la consommation des ménages et de l'ouverture de la haute saison touristique, la reprise est plus lente dans le bâtiment et les travaux publics.

Les prévisions pour le début d'année 2012 restent empreintes d'un certain attentisme : l'activité attendue devrait conduire à une nouvelle amélioration des intentions de recrutement mais demeurerait insuffisante pour lever les tensions envisagées sur la trésorerie.

Martinique : stabilité du climat des affaires

L'indicateur de climat des affaires est stable au quatrième trimestre. Il reste légèrement en deçà de sa moyenne de longue période, comme tout au long de l'année 2011. Cette stabilité s'explique par l'appréciation positive portée par les chefs d'entreprise sur le trimestre passé, contrebalancée par leurs anticipations à la baisse pour le premier trimestre 2012.

La consommation des ménages est atone mais l'investissement des entreprises est mieux orienté. Pour la première fois depuis trois ans, les prévisions d'investissement ne font plus état d'un repli et retrouvent leur niveau d'équilibre.

L'activité a été favorablement orientée confirmant les prévisions du trimestre précédent. Cette bonne orientation touche notamment les secteurs du BTP, du tourisme et des services aux entreprises alors que l'activité se replie dans les secteurs primaire et agro-alimentaire ainsi que dans le commerce.

Cette progression devrait s'infléchir en début d'année, où les chefs d'entreprise anticipent tout au plus un maintien de l'activité.

Guyane : regain de l'activité économique

En fin d'année, l'indicateur du climat des affaires progresse fortement, s'établissant bien au-delà de sa moyenne de longue période. Cette amélioration s'explique autant par la bonne orientation du trimestre passé que par les perspectives positives envisagées par les chefs d'entreprise interrogés.

Malgré la poursuite de la dégradation du marché de l'emploi, la consommation des ménages connaît une reprise en fin d'année. Après une période d'incertitude au troisième trimestre, l'investissement se redresse sur les trois derniers mois de l'année et cette amélioration devrait se poursuivre.

Au niveau sectoriel, l'activité est globalement en hausse. Elle est favorablement orientée dans le BTP, le commerce et l'industrie. En revanche, elle marque un recul dans les services marchands, le tourisme et le secteur primaire.

Pour le début d'année 2012, les prévisions des chefs d'entreprise demeurent, dans l'ensemble, favorables. Ils anticipent notamment une forte hausse de leur activité dans les mois à venir.

La Réunion : le climat conjoncturel continue à se détériorer

Le quatrième trimestre est marqué par une nouvelle dégradation du climat conjoncturel. L'indicateur du climat des affaires enregistre de nouveau une baisse et se situe désormais très en dessous de sa moyenne de longue période. L'activité est en repli mais ce sont surtout les craintes relevées dans les anticipations des chefs d'entreprise interrogés qui pèsent sur l'évolution de l'ICA. Sa contraction est en effet principalement imputable aux soldes d'opinions relatifs à l'activité prévue, aux effectifs prévus et à la trésorerie prévue.

Dans un contexte de croissance modérée des prix, la consommation des ménages se redresse, après avoir ralenti le trimestre précédent. L'investissement des entreprises reste atone.

La fin de l'année 2011 est marquée par une détérioration de l'activité dans la quasi-totalité des secteurs, à l'exception du secteur des industries agroalimentaires, du tourisme et, dans une moindre mesure, de celui de l'agriculture, de la pêche et de l'élevage.

Les prévisions d'activité sont globalement à la baisse.

Mayotte : une situation sensiblement dégradée et des perspectives pessimistes

Conséquence des mouvements sociaux qui ont perturbé l'activité de l'île pendant 44 jours en octobre et novembre 2011, l'indicateur du climat des affaires s'est sensiblement dégradé et se situe désormais très en deça de sa moyenne de longue période, témoignant d'une économie en difficulté.

Les principaux indicateurs économiques sont en recul. La consommation des ménages se contracte en dépit de la baisse des prix constatée au cours du trimestre et la situation financière des entreprises est très tendue ; nombre d'entre elles ont été amenées à demander des licenciements économiques et n'envisagent l'investissement qu'en termes de renouvellement.

Les troubles sociaux du quatrième trimestre 2011 n'ont épargné aucun secteur de l'économie mahoraise.

Les perspectives d'une véritable reprise à court terme paraissent peu probables. Dans ces conditions, seule une relance de la commande publique, moteur déterminant de la croissance mahoraise, pourrait donner un peu de visibilité aux entreprises et leur permettre d'envisager une expansion de leurs activités.

Saint-Pierre-et-Miquelon : une situation économique en amélioration

L'activité économique présente plusieurs signes d'amélioration au cours du quatrième trimestre. La consommation des ménages est à nouveau orientée favorablement après un troisième trimestre en berne. Les faibles variations du cours de change de l'euro par rapport au dollar canadien se traduisent par une relative stabilité de la valeur des importations, tandis que les exportations repartent à la hausse. Cette progression des exportations s'accompagne d'une augmentation des prises de la pêche artisanale, tandis que les entrées touristiques sont en hausse par rapport à la même période de l'année précédente. Seul l'investissement des entreprises ne semble pas profiter de cette embellie économique.

Nouvelle-Calédonie : nouvelle détérioration du climat des affaires

L'indicateur du climat des affaires continue de se dégrader, pour le troisième trimestre consécutif. Il se rapproche ainsi du point bas atteint au début de l'année 2009. Cette détérioration s'explique à la fois par l'appréciation négative portée sur le trimestre passé et par les anticipations pessimistes des chefs d'entreprise, notamment sur leur courant d'affaires et leur trésorerie.

Le ralentissement de l'activité est toutefois encore limité. La consommation des ménages est restée ferme, bénéficiant d'une situation favorable du marché du travail. L'investissement des entreprises montre quelques signes d'essoufflement après une année 2010 exceptionnelle portée par l'impact des grands chantiers. Les prévisions d'investissement à un an des chefs d'entreprise sont déprimées et s'établissent à un niveau historiquement bas.

Les évolutions sectorielles suivent en général cette tendance peu porteuse. Seul le secteur du nickel enregistre une franche amélioration de son activité au quatrième trimestre, portée par l'augmentation de la production. Les secteurs du BTP et des services marchands enregistrent en revanche une détérioration marquée.

Les chefs d'entreprise prévoient une légère baisse d'activité pour le prochain trimestre. Les perspectives sont dégradées pour les secteurs du BTP et des services marchands, qui avaient bénéficié à plein de l'effet « grands chantiers ».

Polynésie française : stabilisation du climat des affaires

L'indicateur du climat des affaires se stabilise au quatrième trimestre, rompant avec la forte baisse observée au troisième trimestre. Il reste néanmoins bien en dessous de sa moyenne de longue période. Cette stabilisation s'explique en grande partie par les anticipations moins pessimistes des entrepreneurs pour le premier trimestre 2012 alors que les résultats sur le quatrième trimestre sont clairement orientés à la baisse.

La consommation des ménages se maintient alors que l'investissement des entreprises, qui s'était amélioré le trimestre précédent, s'oriente à nouveau à la baisse.

Le ralentissement de l'activité observé sur l'ensemble des secteurs a été particulièrement sensible dans les secteurs du commerce et du BTP.

Cette dégradation devrait se poursuivre au premier trimestre 2012 mais de façon atténuée.

Wallis-et-Futuna : hausse moins soutenue de l'activité économique

L'activité économique affiche, au cours du dernier trimestre, un rythme moins soutenu après deux trimestres favorables.

Pendant cette période de grandes vacances scolaires, la consommation des ménages est moins dynamique tout comme l'investissement des entreprises.

Le secteur du bâtiment et des travaux publics se maintient à un niveau satisfaisant, grâce aux différents chantiers publics en cours. L'activité commerciale est atone, le ralentissement de fin d'année ayant été amplifié par des problèmes d'approvisionnement (retard d'un bateau). Le secteur du tourisme reste bien orienté et termine l'année avec un record du nombre de passagers.

Les professionnels prévoient une reprise de leurs investissements au cours du premier trimestre 2012.

Toutes les publications de l'IEDOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.iedom.fr

Directeur de la publication et responsable de la rédaction : N. de SEZE

Editeur et imprimeur : IEDOM

Achevé d'imprimer : 5 mars 2012 – Dépôt légal : mars 2012 – ISSN 1952-9619